



Comité Toulon Provence Corse

Toulon le 11 Novembre 2020

FD Spéciale

Cinquante après de Gaulle, quel dessein pour la France

« Jamais la France n'a connu situation aussi critique que lors de la Seconde guerre mondiale » (1). Carl Meeus, qui décrit pour le Figaro le brouillard français d'aujourd'hui, n'étonne qu'un instant. Parce qu'enfin si la France, envahie en 1940, était encore, quatre ans après, menacée de disparition, quelles sont ses perspectives aujourd'hui si l'on considère, comme le recommandait le général de Gaulle en mars 1944, quand rien n'était joué, « les dures réalités sur lesquelles se fonde l'action » ?

Regardons. Tout est brouillard. A l'intérieur, quand « les Français se regardent en chiens de faïence (...) une épidémie meurtrière oblige le gouvernement à re confiner la population chez elle au moment d'une vague d'attentats islamistes » dans « un contexte déjà marqué par une crise économique et sociale ». Brouillard encore à l'international – pour ne parler que des élections aux Etats-Unis. En effet, écrit Renaud Girard encore pour le Figaro (2), « leur histoire est pleine de virages à 90 degrés, voire à 180 degrés. Nous, Français, en avons nous-mêmes fait l'amère expérience. En avril 1917, mus par une extrême générosité, ils entrent dans la guerre à nos côtés, afin de nous sauver. Mais, trois ans plus tard, ils refusent d'entériner le traité de Versailles. Ce refus entraînera l'échec de la SDN, puis le réarmement allemand, puis l'invasion nazie de l'Europe continentale ».

De l'eau a passé sous les ponts de l'histoire, de Gaulle est mort un 9 novembre il y a cinquante ans, le président Macron promet et promet à la France une Europe nouvelle – dotée d'une autonomie stratégique, qu'il appelle peut-être indûment « souveraineté » ?

D'ailleurs, constatait-il, « l'OTAN est en mort cérébrale » ?

Alors soyons très attentifs à la position que vient de prendre l'Allemagne, telle que nous la signalait Laurent Lagneau pour Opex360 le 3 novembre dernier(3). La ministre de la Défense allemande, Annegret Kramp-Karrenbauer plaide que, quel que soit le locataire de la Maison Blanche, « les illusions d'autonomie stratégique européenne doivent cesser » car les « Européens ne pourront pas remplacer le rôle crucial de l'Amérique entant que 'fournisseur' de sécurité ». Sa déclaration a été publiée le 2 novembre (en anglais) dans Politico (4) sous le titre : L'Europe a encore besoin de l'Amérique. Annegret Kramp-Karrenbauer, dite AKK, est la femme qu'Angela Merkel avait pressentie (sans succès) pour lui succéder à la tête de son parti, la CDU. Elle traduit donc une position réfléchie de l'Allemagne. Réfléchie et argumentée. Bien sûr, dit AKK, « les États-Unis ne pourront pas porter seuls la bannière des valeurs occidentales » et « l'Allemagne, pour sa part, doit prendre d'urgence la décision de rester dans le cadre du programme de partage nucléaire de l'OTAN et affecter rapidement les moyens budgétaires et militaires nécessaires afin de rester un partenaire nucléaire fiable ».

Que veut l'Allemagne – parce que c'est bien de l'Allemagne qu'il s'agit et non de « l'Europe » ? Défendre ses intérêts, à partir « des dures réalités sur lesquelles se fonde l'action ». AKK plaide pour le maintien de la relation transatlantique – une tradition puis 1945 et une nécessité pour l'économie allemande, peut-être moins adaptée au monde qui vient avec ses industries traditionnelles (automobile, chimie) si l'on en croit Patrick Artus (Natixis) (5). Bien sûr, il y a la Chine, qui intéressait Angela Merkel. Nous le relevions ici (6), après sa visite à Pékin. Mais le Global Times chinois écrivait alors : il faudra à Berlin faire l'effort de « transcender les barrières idéologiques et géopolitiques ». Plus précisément, « les valeurs occidentales ne doivent pas être un plafond de verre dans les relations entre la Chine et l'Allemagne et leur coopération doit se débarrasser de la mentalité de la Guerre froide ». La chancelière était restée silencieuse sur ce point. Et puis Berlin semble avoir abandonné – ou remisé pour plus tard ? – l'ambition de partager la puissance nucléaire française, placée sous commandement européen, rien que ça, ou, relève François Lagneau l'idée d'un « porte-avions européen commun » qui aurait été... le « Charles de Gaulle » ou pourquoi pas son successeur.

Quant aux Fonds européens de défense (FEDEF), souhaité par Emmanuel Macron ? « Pour rappel, l'objectif était alors de faire émerger une base industrielle et technologique de défense européenne [BITD-E] afin de réduire la dépendance à l'égard des États-Unis dans le domaine de l'armement. Seulement, en juillet, les 27 décidèrent de revoir cette ambition largement à la baisse, en la divisant par deux ! » (3). Pour ce qui est des trois grands programmes d'armement franco-allemand (système de combat aérien du futur, char de combat du futur et renouvellement des capacités de patrouille maritime) il se dit que les industriels français pourraient observer quelque réserve à offrir leurs capacités technologiques à leurs voisins dans ce contexte. Bref, revenons à l'essentiel : question défense, « l'Amérique et l'Europe doivent toutes deux accepter pleinement les réalités de la poursuite de la dissuasion nucléaire américaine sur le continent européen ». Question business, « pourquoi serait-il impossible de négocier un accord global qui supprime tous les droits de douane et les barrières commerciales entre les deux espaces économiques les plus importants du monde ? » (4).

Renaud Girard, l'un des premiers à relever cette déclaration fondamentale hors presse spécialisée, conclut donc : « Sans nommer la France ni son président, AKK cherche à torpiller les initiatives françaises de relance de la "souveraineté européenne" ». Nous dirions plutôt qu'elle y oppose une fin de non-recevoir, soyons honnêtes. Renaud Girard ajoute : « La ministre allemande de la Défense est prête, éventuellement, à partager avec la France son porte-avions, voire son siège permanent au Conseil de sécurité de l'ONU. Mais, au fond d'elle-même, elle n'a que faire de ce coq gaulois, qui se dresse encore sur ses ergots, mais dont le plumage s'affadit. Elle ne croit qu'à la grande Amérique et à son parapluie nucléaire. Elle ne comprend pas que les Américains pourraient un jour la lâcher, aussi brutale ment qu'ils lâchèrent la France dans l'entre-deux-guerres. Elle n'a pas la volonté de se défendre elle-même, en intelligence avec ses voisins immédiats ». Puis il conclut : « Sans les avoir, AKK se fait la même illusion que Clemenceau. Invoquant la garantie de sécurité américaine, le Tigre avait refusé à Foch l'occupation de la rive gauche du Rhin. En mai 1940, face à l'invasion hitlérienne et au refus américain de les aider, les Français ont donné raison au généralissime. Mais il était trop tard ».

Soit, les Allemands défendent leurs intérêts – imaginent leur avenir, qu'ils aient raison ou tort. La France n'y a aucune place. Alors posons la question : de puis le brouillard où nous sommes, la vision d'Emmanuel Macron balayée par les faits, comment imaginer le nôtre ? Quand jamais la France n'a connu situation aussi critique que lors de la Seconde guerre mondiale

Eh bien au-delà des images d'archives et des hommages convenus, regardons justement ce que disait de Gaulle, ce qu'il proposait – parce qu'il a réussi à le faire, c'est cela qui compte, c'est de ce succès qu'on peut s'inspirer .Et d'abord dans quelle incertitude était la France. Voilà comment était considérée la France. « Après une éventuelle victoire des Anglais, des Américains et des Soviets », selon un journal du Caire, Balagd, qui tient ses sources « d'un service compétent des USA et sont basées sur les résultats de la conférence de Téhéran ». « L'URSS contrôlerait la totalité des Balkans et l'Europe centrale jusqu'aux frontières des Pays-Bas, de la Belgique et de la France. Elle obtiendrait un droit de passage au travers des détroits. La Grande-Bretagne annexerait la France, la Belgique, les Pays-Bas et la Norvège. Elle occuperait une position prépondérante en Méditerranée. Le bloc arabe serait incorporé dans l'empire britannique. Les Etats-Unis annexeraient le Canada, l'Océanie, l'Australie et les possessions japonaises du Pacifique. Ils recevraient en outre le droit d'exploiter économiquement l'Afrique » (7). La conférence de Téhéran (fin novembre 1943) réunissait Staline, Churchill et Roosevelt – sans la France.

Comment de Gaulle a-t-il raisonné ? Il le dit en mars 1944 à Alger (8), devant le Comité français de Libération nationale, qui deviendra gouvernement provisoire de la France libérée : « Où en sommes-nous, quelles sont nos forces, actuelles et virtuelles? Que voulons-nous faire pour tirer de ces forces, dans la coalition dont nous faisons partie, la plus grande efficacité possible ? Dans ce domaine terrible, il n'y a pas d'autre question ». Son but ? Dessiner un avenir à la France, à partir de la situation réelle : « Je voudrais exposer aujourd'hui devant vous les conditions et les buts de cette politique en considérant la guerre elle-même,

la libération du pays, nos rapports extérieurs, enfin l'orientation de l'avenir de la France ». C'est autour de ce dessein que, plus tard, les Français se sont enfin rassemblés.

La seule question qui vaille aujourd'hui est pour nous : quel dessein nous est dans les conditions d'aujourd'hui proposé, à partir de nos forces, actuelles et virtuelles ?

Hélène Nouaille (avec son autorisation)



BLEUET DE FRANCE